

NATURAL SCIENCES AND ENGINEERING RESEARCH COUNCIL

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

April 1, 2009 to March 31, 2010

The *Privacy Act* (PA) provides Canadians with a right of access to their personal information under the control of federal institutions. The Act is based on the principles that exceptions to the right of access must be limited and specific, and that decisions taken by institutions related to access to personal information must be subject to independent review. The Act also includes provisions to ensure fair management of personal information by government. All federal institutions subject to the Act are required to report annually to Parliament on activities related to the Act.

BACKGROUND

The Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC) is the primary federal agency investing in post-secondary research and training in the natural sciences and engineering. NSERC was established on May 1, 1978, as a federal agency defined as a “separate employer” by the *Public Service Staff Relations Act*. It is funded directly by Parliament and reports to it through the Minister of Industry, with responsibility for promoting and assisting research in the natural sciences and engineering, other than the health sciences.

NSERC’s vision is to make Canada a country of discoverers and innovators for the benefit of all Canadians. NSERC invests in people, discovery and innovation through programs that support university

CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

Du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (LPRP) donne aux Canadiens le droit d’avoir accès aux renseignements personnels qui les concernent et qui sont détenus par des institutions fédérales. Elle repose sur le principe que les exceptions à ce droit doivent être limitées et précises, et que les décisions prises par les institutions doivent être soumises à un examen indépendant. La *Loi* comprend également des dispositions qui permettent d’assurer une gestion équitable des renseignements personnels par le gouvernement. Toutes les institutions fédérales assujetties à la *Loi* sont tenues de déposer au Parlement un rapport annuel sur les activités liées à son application.

HISTORIQUE

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) est le principal organisme fédéral qui investit dans la recherche et la formation postsecondaires dans le domaine des sciences naturelles et du génie. Crée le 1^{er} mai 1978, le CRSNG est un organisme fédéral qui a le statut d’employeur distinct en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Il reçoit son financement directement du Parlement et lui fait rapport par l’intermédiaire du ministre de l’Industrie. Il est chargé de promouvoir et d’appuyer la recherche en sciences naturelles et en génie, à l’exception des sciences de la santé.

Le CRSNG s’est donné comme vision d’aider à faire du Canada un pays de découvreurs et d’innovateurs au profit de tous les Canadiens. Il investit dans les gens, la découverte et l’innovation par l’intermédiaire de

and college-based research in the natural sciences and engineering on the basis of national competitions. NSERC fuels the advancement of knowledge in these fields and ensures that Canadian scientists and engineers are leaders and key players in a global knowledge community. NSERC connects and applies the strength of the academic research system to address the opportunities and challenges of building prosperity for Canada. NSERC ensures that Canadian youth are exposed to activities that capture their imagination and generate curiosity and excitement about science, mathematics and technology.

NSERC awards scholarships and research grants, and builds partnerships among universities, colleges, governments and the private sector. These grants and scholarships are awarded through a system of peer review, an efficient and economical way to ensure that public funds are invested in high quality research and training activities. Applications submitted to NSERC are thoroughly assessed by selection committees made up of volunteer experts in the natural sciences and engineering fields from the university, industry or public sectors in Canada and abroad.

The Council is composed of NSERC's President and up to 21* members appointed from academia, industry and the public sector by the Governor-in-Council. The Council Chair is the elected Vice-President. The Council meets three times per year and provides advice on strategic directions and approves budget allocations. NSERC employs approximately 416 professional and support personnel.

programmes d'appui à la recherche universitaire et collégiale en sciences naturelles et en génie qui reposent sur des concours nationaux. Le CRSNG favorise l'avancement des connaissances dans le domaine et s'assure que les chercheurs et ingénieurs canadiens soient des chefs de file et des acteurs clés dans la collectivité internationale du savoir. Il relie le réseau de recherche universitaire et met à profit sa vigueur afin de saisir des occasions et de relever des défis pour assurer la prospérité du Canada. Le CRSNG s'assure que les jeunes Canadiens ont l'occasion de participer à des activités qui stimulent leur imagination, qui piquent leur curiosité et qui les aiguillent vers les sciences, les mathématiques et la technologie.

Le CRSNG accorde des bourses et des subventions de recherche et établit des partenariats entre les universités, les collèges, les gouvernements et le secteur privé. Ces bourses et subventions sont accordées selon un système d'évaluation par les pairs, une façon économique et efficace permettant d'assurer que les fonds publics sont investis dans des activités de qualité en recherche et en formation de chercheurs. Les demandes présentées au CRSNG font l'objet d'un examen exhaustif par des comités de sélection composés d'experts bénévoles en sciences naturelles et en génie, issus du milieu universitaire, industriel ou gouvernemental, tant du Canada que de l'étranger.

Le Conseil est composé du président du CRSNG et d'au plus 21* membres nommés par le gouverneur en conseil et issus du milieu universitaire ainsi que des secteurs privé et public. Le président du Conseil est le vice-président élu. Le Conseil se réunit trois fois par année; il donne des conseils sur l'orientation stratégique du CRSNG et approuve les allocations budgétaires. Le CRSNG emploie environ 416 professionnels et employés de soutien.

* Bill C-9 includes a reduction to 18 members

*Le projet de loi C-9 fera passer le nombre de membres de 21 à 18

DELEGATION INSTRUMENT

There were no changes to the *Privacy Act* delegation instrument during this reporting period. A schedule reflecting the current delegation by the President is attached as Appendix A.

STATISTICS

NSERC received three requests under the *Privacy Act* in 2009-2010. All requests were completed under 30 days. A statistical report is attached as Appendix B.

NSERC receives very few formal *Privacy Act* requests. Considering that the agency processes, on average, 12,000 applications for grants and scholarships yearly and makes its decisions on awards using, among other criteria, the candid written opinions of experts whose identities remain protected, NSERC continues to receive only a small number of formal requests per reporting period. This may be attributed to the system NSERC has in place that encourages program staff to routinely provide applicants with full, timely feedback without waiting for them to request it.

For NSERC, the number of formal requests received does not reflect the level of activity or the administrative and operational costs that can be linked directly to the *Privacy Act*. Even though most disclosures of personal information are processed informally, the ATIP staff provide ongoing advice and training to program employees who prepare thousands of pages of documentation for pre-emptive disclosure.

Additionally, the *Privacy Act* has a pervasive influence on NSERC's activities because NSERC collects and uses a great deal of personal information in order to deliver its grant and scholarship programs. Despite receiving fewer requests under the

INSTRUMENTS DE DÉLÉGATION

Il n'y a eu aucune modification aux instruments de délégation se rapportant à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période visée par le présent rapport. L'ordonnance actuelle de délégation des pouvoirs par la présidente est présentée à l'annexe A.

STATISTIQUES

En 2009-2010, le CRSNG a reçu trois demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Toutes les demandes ont été traitées dans les 30 jours suivant leur présentation. Un rapport statistique est présenté à l'annexe B.

Le CRSNG reçoit chaque année très peu de demandes officielles en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Compte tenu qu'il traite en moyenne environ 12 000 demandes de subvention et de bourse annuellement et que ses décisions de financement sont fondées, entre autres critères, sur la franche opinion écrite d'experts dont l'identité demeure confidentielle, et qu'il continue de recevoir un petit nombre de demandes officielles au cours de chaque période visée par les rapports en la matière, on peut en déduire que le CRSNG a mis en place un système qui encourage le personnel des programmes à fournir systématiquement aux candidats une rétroaction complète en temps opportun, sans attendre qu'ils en fassent la demande.

En ce qui concerne le CRSNG, le nombre de demandes officielles reçues en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ne reflète en rien le niveau d'activité ou les coûts administratifs et opérationnels pouvant être liés directement à l'application de cette loi. Bien que la plupart des divulgations de renseignements personnels sont traitées de façon non officielle, le personnel de l'AIPRP donne en permanence des conseils et une formation aux employés des programmes qui préparent des milliers de pages de documentation en vue de leur divulgation préventive.

En outre, la LPRP a une influence profonde sur les activités du CRSNG car l'organisme recueille et utilise beaucoup de renseignements personnels pour offrir ses programmes de subventions et de bourses. Bien que le CRSNG reçoive moins de demandes en vertu de la

Privacy Act than under the *Access to Information Act*, NSERC devotes more time and resources to privacy matters. ATIP staff are routinely consulted on best practices regarding risks to privacy as the agency revises or implements improved processes in its ongoing delivery of services.

SUPPORTING DOCUMENTATION

Organization/Implementation

Responsibility for the administration of the *Privacy Act* resides in the office of the Corporate Secretary.

Training and Awareness

ATIP staff delivered two half-day general training and awareness sessions for NSERC employees during this reporting period, as well as one focused session on redacting peer review documents before providing them to applicants informally as feedback. In all, 30 employees took part in ATIP training during this reporting period.

The half-day session, which has been developed in-house, provides a general overview of the ATIP legislation and a practical component geared to the needs of the particular participants. It also provides a general overview of Privacy guidelines and current issues.

PRIVACY IMPACT ASSESSMENTS

There were no Privacy Impact Assessments (PIA) completed during this reporting period.

DATA SHARING AND DATA MATCHING ACTIVITY

NSERC did not undertake any new data sharing or matching activities during this reporting period.

LPRP que de la LAI, il consacre plus de temps et de ressources aux questions relatives à la protection des renseignements personnels. Le personnel de l'AIPRP est consulté régulièrement en ce qui concerne les pratiques exemplaires relatives aux risques liés à la protection des renseignements personnels lorsque l'organisme révise ou met en œuvre des processus améliorés de prestation permanente de services.

DOCUMENTATION JUSTIFICATIVE

Organisation et mise en application

La responsabilité de l'administration de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombe au Secrétariat du Conseil.

Formation et sensibilisation

Au cours de la période visée par le présent rapport, le personnel de l'AIPRP a tenu deux séances de formation et de sensibilisation générales d'une demi-journée à l'intention des employés du CRSNG. Il a également donné une séance particulière sur la révision des documents produits par les examinateurs avant de les transmettre aux candidats aux fins de rétroaction. En tout, 30 employés ont participé pendant cette période à des séances de formation sur l'AIPRP.

Les séances d'une demi-journée, qui ont été élaborées à l'interne, permettent aux participants d'avoir un aperçu des lois relatives à l'AIPRP et comportent un volet pratique axé sur les besoins particuliers des participants. Ces séances donnent également un aperçu des lignes directrices sur la protection des renseignements personnels et abordent des enjeux actuels en la matière.

ÉVALUATION DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE

Au cours de la période visée par le présent rapport, le CRSNG n'a entrepris aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP).

ACTIVITÉ DE PARTAGE ET DE COUPLAGE DES DONNÉES

Le CRSNG n'a entrepris aucune nouvelle activité de partage ou de couplage des données au cours de la période visée par le présent rapport.

INVESTIGATIONS

There were no complaints or investigations of NSERC by the Privacy Commissioner during this reporting period.

DISCLOSURES UNDER SUBSECTION 8(2)

NSERC did not make any disclosures under any of paragraphs 8(2)(e), 8(2)(f), 8(2)(g), or 8(2)(m) of the Act.

EXEMPT BANKS

There have been no denials of access to personal information based on subsection 18(2) of the Act.

ENQUÊTES

Le CRSNG n'a pas fait l'objet de plaintes ni d'enquêtes par le Commissaire à la protection de la vie privée au cours de la période visée par le présent rapport.

DIVULGATIONS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8(2)

Le CRSNG n'a fait aucune divulgation en vertu de l'un ou l'autre des alinéas 8(2)e, 8(2)f, 8(2)g ou 8(2)m de la *Loi*.

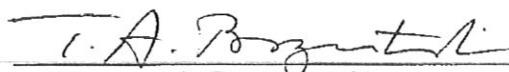
FICHIERS NON CONSULTABLES

Il n'y a eu aucun refus d'accès à des renseignements personnels en vertu du paragraphe 18(2) de la *Loi*.

DESIGNATION ORDER

Privacy Act

The designated Head of the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada, pursuant to section 73 of the Privacy Act*, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule attached hereto to exercise the powers and functions of the head of the institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position.



Date : 2002/11/12

Thomas A. Brzustowski
President

* S.C. 1980-82, c.111

Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada (NSERC)
 Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG)

Schedule – Privacy Act Delegation Order
 Annexe – Ordonnance de délégation des pouvoirs du CRSNG relative
 à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Section or subsection of the Act / Article ou paragraphe de la Loi	ATIP Co-ordinator / Coordonnateur de l'AIPRP	Corporate Secretary/ Secrétaire du Conseil du CRSNG	Executive Vice-President / Vice-président directeur
8(2)j)	X	X	X
8(4)	X	X	X
8(5)	X	X	X
9(1)	X	X	X
9(4)	X	X	X
10	X	X	X
14	X	X	X
15	X	X	X
17(2)b)	X*	X	X
17(3)	X*	X	X
18(2)	X	X	X
19(1)	X*	X	X
19(2)	X	X	X
20	X*	X	X
21	X*	X	X
22(1)2)	X*	X	X
23	X	X	X
24	X	X	X
25	X*	X	X
26	X	X	X
27	X	X	X
28	X*	X	X
31	X	X	X
33(2)	X	X	X
35(1)	X	X	X
35(4)	X	X	X

* indicates that Access to Information and Privacy Coordinator may sign under this provision
 with approval of the president or other senior designates.

* Indique que le coordonnateur à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels
 peut signer des documents en vertu de ces dispositions, avec l'approbation de la présidente ou d'autres
 cadres désignés.



REPORT ON THE PRIVACY ACT
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution Natural Sciences and Engineering Research Council		Reporting period / Période visée par le rapport 4/1/2009 to 3/31/2010
I <i>Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels</i>	IV <i>Exclusions cited / Exclusions citées</i>	VII <i>Translations / Traductions</i>
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	S. Art. 69(1)(a)	Translations requested / Traductions demandées
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	(b)	Translations prepared / De l'anglais au français
TOTAL	0	Traductions préparées
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	S. Art. 70(1)(a)	French to English / Du français à l'anglais
Carried forward / Reportées	(b)	
	(c)	
	(d)	
	(e)	
	(f)	
II <i>Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées</i>	V <i>Completion time / Délai de traitement</i>	VIII <i>Method of access / Méthode de consultation</i>
1. All disclosed / Communication totale	30 days or under / 30 jours ou moins	Copies given / Copies de l'original
2. Disclosed in part / Communication partielle	31 to 60 days / De 31 à 60 jours	Examination / Examen de l'original
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	61 to 120 days / De 61 à 120 jours	Copies and examination / Copies et examen
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	121 days or over / 121 jours ou plus	
5. Unable to process / Traitement impossible		
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande		
7. Transferred / Transmission		
TOTAL	3	
III <i>Exemptions invoked / Exceptions invoquées</i>	VI <i>Extentions / Prorogations des délais</i>	IX <i>Corrections and notation / Corrections et mention</i>
S. Art. 18(2)	30 days or under / 30 jours ou moins	Corrections requested / Corrections demandées
S. Art. 19(1)(a)	31 days or over / 31 jours ou plus	Corrections made / Corrections effectuées
(b)	0	Notation attached / Mention annexée
(c)	0	
(d)	0	
S. Art. 20		
S. Art. 21		
S. Art. 22(1)(a)		
(b)	0	
(c)	0	
S. Art. 22(2)		
S. Art. 23 (a)		
(b)	0	
S. Art. 24		
S. Art. 25		
S. Art. 26	3	
S. Art. 27	0	
S. Art. 28	0	
X <i>Costs / Coûts</i>		
Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Salary / Traitemet	\$ 42,000	
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 20,000	
TOTAL	\$ 62,000	
Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)		
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	.75	



Appendix C

Additional reporting Requirements

Access to Information Act

In addition to the reporting requirements addressed in form TBS/SCT 350-62 “Report on the *Access to Information Act*”, institutions are required to report on the following using this form:

Part III – Exemptions invoked

Section 13

Subsection 13(e) _____

Section 14

Subsections 14(a) _____
14(b) _____

Part IV – Exclusions cited:

Subsection 69.1 (1) _____

Additional Reporting Requirements

Privacy Act

Treasury Board Secretariat is monitoring compliance with the Privacy Impact Assessment (PIA) Policy (which came into effect on May 2, 2002) through a variety of means. Institutions are therefore required to report the following information for this reporting period.

Indicate the number of:

Preliminary Privacy Impact Assessments initiated: 0

Preliminary Privacy Impact Assessments completed: 0

Privacy Impact Assessments initiated: 0

Privacy Impact Assessments completed: 0

Privacy Impact Assessments forwarded to the Office of the Privacy Commissioner (OPC):

0

If your institution did not undertake any of the activities noted above during the reporting period, this must be stated explicitly.